



## Prendre les pouvoirs, générations solidaires

CONTRIBUTION

Texte déposé par

Laurianne Deniaud, Présidente du Mouvement des Jeunes Socialistes ;

### Les animateurs fédéraux

Joris Badol (02), Jérémie Maurel (03), Richard Carreau (04), Mathieu Bonnet (06), Florian Lecoultré (08), Simon Vienne (10), Alix Alcaraz (11), Samy Sidani (13), Mathieu Quentel (14), Franck Rey (15), Jérôme Petit (16), Bertrand Gire (17), Thomas Darnault (18), Laurence Mary (2B), Lucie Bousser (24), Paul Mehu (29), Astrid Bragato-Montane (32), Juliette Perchepied (33), Merry-Lène Laballe (34), Arnaud Bonnet (35), Adrien Paulzac (37), Anthony Aly (38), Marion Bazille (39), Julien Paris (40), Claire Louis (41), Pierrick Courbon (42), Danyssa Romeas (43), Lucas Trotouin (48), Claudie Launoy (50), Clément Robert (51), Slim Ghallal (52), Fayçel Hadjersi (54), Amandine Briy (55), Alizée Ostrowski (57), Rosa Chaouch (58), Anne Duval (61), Emilie Laury (62), Guillaume Lescaut (64), Romain Silvasi (66), Jean-Baptiste Gernet (67), Lucie Briatte (69), Quentin Mayerat (74), Pierre Doubovetzky (75), Morgan Vallet (77), Clément Délégné (78), Benjamin Lucas (80), Jonathan Lahiani-Perquin (81), Sami Bouzid (83), Jérôme Mollé (84), Vivien Wack (90), Laurine Bricard (91), Mathilde Giraud (92), Benjamin Derothe (93), Sébastien Lombard (95), Emmanuel Ravi (971), Cindy Dijoux (974) ;

### Les coordinateurs régionaux

Quentin Maridat (Aquitaine), Kévin Bodé (Basse Normandie), Joseph Poucineau (Bretagne), Rémi Dumortier (Champagne-Ardenne), Benjamin Guichard (Franche-Comté), Rose Michel (Ile de France), Darine Derouiche (Lorraine), Victor Burette (Nord-Pas de Calais), Heïdia Maoui (Provence Alpes Côte d'Azur), Sébastien Carrara (Picardie), Lucile Ferlay (Rhône-Alpes) ;

### Les membres du Bureau National

Yacine Baouch, Elise Boscherel, Morgane Caradec, Johann Cesa, Chahra Chibati, Jonathan Debaue, Alexandre Debray, Pauline Dreano, Sylvain Dubreuil, Damien Flament, Anthony Krehmeier, Sylvain Laval, Sylvie Mantion, Thierry Marchal-Beck, Emilie Mirdjanian, Joachim Nadjem, Laurène Pasquier-Calmels, Mélanie Pauli-Geysse, Nicolas Perera, Marion Pigamo, Guillaume Renaud, Rama Sall, Marc Stelhin, Elodie Szturmski, Simon Thiroit, Barbara Verlhac, Victor Vidilles, Mickaël Zemmour ;

### Les membres de la Commission Nationale d'Arbitrage

Nicolas Anoto, Azad Balalas, Amine Bouabbas, Julien Bruneel, Arnaud Drouot, Mathilde Maulat, Morgane Ollivier, Fanny Panhaleux, Aurélie Rida, Miguel Tejos et Line Hurtado.



Notre génération vit dans un environnement sans précédent. Le monde dans lequel nous vivons connaît des bouleversements successifs, profonds et rapides. Il y a bien sûr les mutations technologiques et économiques. Mais dans les sociétés occidentales, et demain dans le monde entier nous rentrons dans une nouvelle étape de l'histoire démographique. La population vieillit. On passe de 3 à 4 générations en vie dans une famille. Les jeunes sont durablement minoritaires dans de plus en plus de pays. Même dans un contexte de crise, en temps de paix, c'est la première fois que les arbitrages d'une société donnent à la jeune génération un avenir moins bon que celui de ses parents.

Nous observons que partout dans les pays développés, les jeunes se considèrent comme appartenant à une « génération précaire ». Et face à cette situation, malgré ses actions, cette jeunesse a peu de prises sur la démocratie et se résigne bien souvent au discours de la fatalité. Au point qu'elle ne se demande plus forcément, si c'est normal ou pas de pouvoir juste espérer travailler, se déplacer ou même simplement vivre à la fois décemment et trouver leur propre forme de bonheur.

Même quand elle invente, quand elle imagine et ouvre les portes du monde qui vient, notre génération n'a pas sa place et dérange les équilibres. Nous sommes la génération hadopisée, génération karcherisée, génération précarisée. Cet aveuglement devient grave, pour notre génération bien sûr, pour la justice sociale évidemment, mais surtout pour la société elle-même. Quand on se rend incapable de financer les retraites parce qu'on ne permet pas aux jeunes d'accéder à l'emploi, quand on stigmatise des origines au point d'engendrer des communautarismes, quand on refuse d'envisager les nouveaux mondes de la création numérique et qu'on s'en tient à des modèles périmés, c'est l'avenir tout entier que l'on met en jeu.

Pendant ce temps, les jeunes de France galèrent. Ils s'emmerdent et pire, ils désespèrent. Le danger est là : si cette situation perdure, si aucun changement n'intervient, nous craignons que ne se dessine une guerre des générations dans le monde qui vient.

L'absence d'alternative politique laisse croire à chacun que la société que nous connaissons aujourd'hui est immuable dans ses inégalités, ses barrières dressées entre les uns et les autres, sa répartition des biens collectifs et de la production.

Que ce soit sur les retraites, sur le logement, sur l'emploi, nous avons des exigences fortes pour notre avenir. Ces exigences, nous avons la responsabilité de contribuer à leur offrir un débouché politique avec comme objectif la victoire en 2012. Nous ne le ferons pas en opposant des générations, mais reconnaître les besoins et la place de chaque génération est nécessaire pour la société française. Nous devons dessiner le chemin de cette alliance des générations.

# L'alliance des générations : un nouveau contrat social

## La guerre des générations n'aura pas lieu

La droite fait-elle le choix d'initier une guerre des générations ? Aux personnes âgées, elle parle d'une jeunesse fainéante, délinquante et immorale. Aux plus jeunes, elle dénonce la génération qui aurait mis la France en faillite, s'exonérant d'ailleurs de sa propre responsabilité.

Sauf qu'au-delà du discours la droite conduit une politique qui ne vise qu'à servir un seul public : les plus riches. C'est pour cette infime caste qu'elle crée le bouclier fiscal, et qu'elle a réduit les droits de succession permettant ainsi de pérenniser à travers le temps la richesse de quelques uns. C'est toujours pour ces mêmes personnes qu'elle permet des dons familiaux astronomiques sans aucune imposition, et qu'elle multiplie les avantages fiscaux, notamment dans l'immobilier.

Parce que les plus riches de notre société ont l'âge de nos parents ou un peu plus, qu'ils contrôlent les entreprises, les médias et monopolisent le champ politique, une défiance s'instaure entre eux et une jeunesse à qui on demande sans cesse de faire des sacrifices.

Le rôle de la gauche, c'est de permettre à chaque génération, dans chaque âge de sa vie, de pouvoir trouver sa place dans notre société. Nous voulons instaurer une véritable alliance des générations, forte d'une solidarité intergénérationnelle repensée, garante du lien social et de l'épanouissement de chacun.

Nous voulons une société qui fasse le choix de permettre à chaque jeune de se consacrer pleinement à ses études grâce à l'allocation d'autonomie. Ainsi, la jeunesse sera mieux formée, plus capable de créer les nouvelles richesses indispensables à la pérennisation de l'ensemble de notre système de solidarité.

Nous prônons une société qui sache, dans le même temps, conduire une politique de la petite enfance et inventer les nouveaux services indispensables pour le 4ème âge. C'est faire le choix de la protection collective plutôt que de se renfermer sur la seule solidarité familiale qui ne protège que ceux qui en ont les moyens, et qui réduit la famille à un rôle purement monétaire.

## Préparer un avenir durable

Dans cette société mouvante et mondialisée, nous avons le devoir de préparer l'avenir.

Nous devons dans le même temps garantir le progrès économique et technologique. Cela passe par le développement des filières de demain, résolument tournées vers la haute valeur ajoutée et la protection de l'environnement. Il ne s'agit pas d'agiter un chiffon vert, comme le fait la droite avec le Grenelle mais de donner les moyens d'une transformation radicale de nos modes de productions et de consommations. C'est permettre la conversion écologique des industries traditionnelles et favoriser leur relocalisation. Tout cela passe par un investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche, et l'accompagnement des PME.

Parce que notre modèle social et nos efforts de protection de l'environnement ont un coût, nous devons rétablir au niveau européen des compensations fiscales sur les importations. Cela abondera le budget européen, et incitera nos fournisseurs à opter pour de meilleures pratiques sociales et environnementales.

Nous voulons une fiscalité redistributive et véritablement progressive, juste socialement et efficace économiquement.

Il nous faut renforcer les services publics actuels et inventer ceux de demain. Défendre le service public, c'est réaffirmer la primauté de la propriété collective sur les profits de quelques-uns. Transports, énergie,

santé... mais aussi accès à l'eau, prise en charge de la petite enfance et de la dépendance sont autant de domaines que nous devons retirer du domaine privé pour que chacun puisse en bénéficier en fonction de ses besoins.

## Organiser les solidarités internationales

Alors que l'Europe vieillit, des centaines de millions de jeunes à travers le monde désespèrent de cette société mondiale de plus en plus riche incapable de leur donner une place. Les politiques migratoires vexatoires, les plans de rigueur des institutions financières et les accords commerciaux inégaux ne font que renforcer la conflictualité à l'échelle du monde et attiser le déclin d'une Europe barbelée.

L'Europe, en refusant d'instaurer une politique migratoire accueillante pourtant indispensable sur le long terme, et en continuant de privilégier le pillage des ressources plutôt que des échanges justes et égaux, ne fait que pérenniser l'injustice du fait colonial.

L'Europe doit s'engager à respecter, et faire respecter, les règles du juste échange, et mener non pas une politique fausement généreuse mais faire valoir la justice. La justice, c'est d'abord effacer la dette quand un pays a largement payé son dû avec le seul remboursement des intérêts. La justice, c'est mettre immédiatement fin aux aides, notamment agricoles, qui empêchent le développement de toute production locale. La justice, c'est encadrer strictement la commercialisation du vivant mise en place par les brevets, notamment pour les semences.

## Refonder le pacte républicain : pour une démocratie renouvelée

### La capacité individuelle et collective à maîtriser son destin

La démocratie, c'est la capacité pour chacun de maîtriser individuellement et collectivement son avenir. A bien des égards, sous couvert d'une démocratie libérale de façade, nous vivons sous le diktat d'une pensée dominante que l'oligarchie s'efforce sans cesse à défendre.

Le Politique semble désarmé face aux pouvoirs économiques et financiers, alors que ce désarmement a été sciemment organisé pendant vingt ans. Constitutionnaliser l'indépendance de la banque centrale, interdire l'impôt européen, refuser toute augmentation du budget communautaire, se focaliser uniquement sur l'inflation et la dette publique plutôt que de s'intéresser aux errements des marchés financiers ont été des choix politiques imposés par la droite et adoués, à bien des égards, par les sociaux-démocrates européens.

Le simple fait qu'une agence de notation privée ait le pouvoir d'agir sur les taux d'intérêt des prêts accordés aux Etats entre eux montre à quel point le système marche sur la tête. L'Europe est le lieu d'affrontement de la politique contre la finance, du pouvoir du peuple contre le pouvoir des marchés.

L'austérité, la rigueur sont autant de manifestations de cette prédominance actuelle des banques sur les Etats. Le sauvetage des établissements financiers, plus rapide et massif que le sauvetage de la Grèce, et sans aucune contrepartie en est une autre illustration.

Une crise monétaire est toujours une crise du politique. Ce n'est pas tant la force du marché qui étonne que l'incapacité du politique à faire face. Ou bien le politique est mis à l'échelle du monétaire, ou bien le monétaire est mis à l'échelle du politique. Il n'a jamais existé d'entre-deux viable.

La capitulation des gouvernements devant le mur de l'argent s'opère notamment au détriment des fortes mobilisations sociales sur tout le continent qui viennent illustrer l'homogénéité des revendications et aspirations des salariés au niveau européen.

L'abstention toujours plus forte illustre la rupture entre les citoyens et l'ensemble des partis politiques. Elle vient sanctionner ce refus du politique de jouer pleinement son rôle. Elle vient également sanctionner l'exercice du pouvoir par la droite, cette République des copains et des coquins, indécente et vulgaire, qui protège les puissants, qui modifie les règles du jeu pour garder ses avantages, qui permet le maintien au pouvoir d'un ministre raciste. Mais cette pratique indécente de la République elle-même ne choque plus.

## La démocratie dans chaque lieu de pouvoir

Le socialisme, c'est partager le pouvoir, c'est donner sa chance et sa place à tous. Mais aussi permettre à chacun de pouvoir agir en tant que citoyen. Redonner espoir dans la capacité de transformation des socialistes, c'est avant tout affirmer que les citoyens peuvent retrouver la maîtrise de leurs vies.

Le retour à la confiance entre les citoyens et la politique passera par une vision renouvelée des processus de prise de décision. Une vision où l'on partage les pouvoirs, où il n'y a plus l'éternel président d'exécutif ou l'éternel parlementaire qui reste en place jusqu'à la perte de l'élection. Le non-cumul des mandats, tant simultané que dans le temps, la parité sont des étapes nécessaires pour le renouvellement du paysage politique. L'accomplissement de notre projet de société nécessite la mise en place d'une 6ème République parlementaire avec un fort contrôle du pouvoir législatif sur l'exécutif.

Il est aussi urgent de faire vivre aussi la démocratie au sein même des entreprises. Les salariés ne doivent plus être éloignés de la prise de décision, tout comme il est indispensable que dans chaque service public, dans chaque syndicat de propriété, les usagers soient représentés avec droit de vote.

Cet impératif démocratique, nous devons également le porter au niveau européen. Le Parlement doit être l'instance délibérative dans les domaines où l'Union Européenne est compétente. L'UE doit être dotée d'un budget constitué en partie de ressources propres, prélevées au moyen d'un impôt européen. Les institutions internationales, de l'ONU au FMI en passant par l'OMS et la Banque mondiale, doivent également adopter un fonctionnement démocratique.

## Permettre à notre génération de préparer l'avenir

Notre but est de gagner 2012. L'appropriation par la gauche, et par les socialistes, d'une nouvelle manière d'aborder la chose publique dans la société est indispensable en vue de renouer avec la victoire.

Nous avons l'ambition et les moyens d'avoir le meilleur projet pour 2012, celui qui changera la société en profondeur et la remettra sur le chemin du progrès. Et pour transformer ce projet en victoire, il nous faudra être exemplaires dans notre approche de la politique : c'est la désignation du candidat de la gauche par le peuple de gauche lors des primaires, c'est le non-cumul, c'est le respect de la parité, c'est le renouvellement.

Le MJS doit œuvrer à faire des primaires un outil pour revivifier la gauche en permettant à tous ceux qui portent dans le quotidien de leurs vies nos valeurs d'investir notre famille politique. C'est une formidable occasion de mobilisation de tous ceux qui s'investissent dans les associations, les syndicats, les mouvements d'éducatrices populaires et qui pourtant peinent à investir les partis politiques.

## Conclusion

*Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit être le réceptacle de tous ces jeunes qui veulent transformer la société, qui veulent que la gauche se ressaisisse et parvienne enfin à nouveau au pouvoir. Nous avons la responsabilité de permettre à notre organisation de tous les accueillir.*

*Notre rôle est multiple. Il est à la fois de construire l'alternative, avec des propositions novatrices et progressistes. C'est tout le sens des débats nationaux « Perspectives 2012 ». Dans le même temps, nous serons le fer de lance des résistances qui dessinent les contours de l'autre société à laquelle nous aspirons.*

*Les jeunes socialistes doivent porter dans la société le changement qu'ils souhaitent y voir naître. Nous sommes le changement quand nous luttons avec les sans papiers, quand nous nous mobilisons pour l'égal accès de tous à l'eau et l'alimentation. Nous sommes le changement quand nous permettons à des jeunes femmes de faire de la politique, prendre des responsabilités, alors que nous sommes dans une société qui leur a inculqué que telle n'était pas leur place. Nous sommes le changement quand nous allons chercher ceux qui ne croient plus en la politique pour leur permettre non seulement de voter, mais aussi de définir les idées qu'ils souhaitent voir porter et de choisir leur candidat.*

*Gagner en 2012 ce n'est pas la rencontre d'un candidat avec le peuple, ni même simplement d'un programme avec le peuple, c'est une mobilisation politique qui fasse que chaque citoyen puisse gagner du pouvoir, maîtriser sa vie et poursuivre la recherche du bonheur.*